

... QUE DISSIMULE « L'AUTONOMIE » DES UNIVERSITÉS PRÔNÉE PAR LA LOI FIORASO ?

# La continuité des réformes dont le but n'est pas la liberté de chercher

PAR DINA BACALEXI, INGÉNIEURE DE RECHERCHE CNRS, ÉLUE SNTRS-CGT, ET DANIEL STEINMETZ, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SNTRS-CGT.

Dans *l'Humanité* du 3 janvier 2014, Martin Andler et Laurent Daudet, responsables de l'enseignement supérieur et de la recherche au think tank Terra Nova, la « boîte à idées » du Parti socialiste, ont fait l'éloge de « *l'autonomie des universités* » et la promotion de la loi dite Fioraso, que la communauté scientifique a, à juste titre, baptisée « loi LRU2 ». La défense d'une prétendue « *autonomie* » (« *liberté et responsabilité des universités* ») n'est qu'une façon d'entériner une politique qui poursuit celle de l'ère Sarkozy. D'ailleurs, l'actuelle ministre l'avait annoncé avec une forte dose d'hypocrisie dans l'exposé des motifs de sa loi: elle adoptait une « *méthode pragmatique* » sans remise en cause systématique du passé, pour « *préserver un milieu académique déjà fortement déstabilisé par la succession désordonnée de réformes (...)* dont il a fait l'objet au cours du dernier quinquennat ». Les auteurs de la tribune semblent satisfaits de cette continuité. Dans l'esprit des « grandes coalitions » à l'allemande?

Les auteurs incitent à « *faire confiance à l'autonomie* ». Mais la communauté s'est

sentie trahie à plusieurs reprises. La loi LRU, promulguée par Valérie Pécresse en 2006, a inauguré le désengagement de l'État que poursuit si bien la loi Fioraso. Elle n'a pas seulement créé les difficultés des universités par « *manque de transfert des ressources* ». Elle a posé la première pierre d'un financement supposé libre, soit via une hausse des frais de scolarité, soit par différents contrats et partenariats public-privé, qui ont ouvert la voie à une formation et à une recherche sous influence. Ce que la loi Fioraso a institutionnalisé, en faisant du « *transfert* » direct et immédiat des résultats de la recherche publique aux entreprises une de ses missions principales, avait commencé avant. En incitant les universités à « *devenir des centres de coûts et de profits* » et à « *augmenter leur chiffre d'affaires* » (les *Échos* du 23 janvier 2014), en affichant son accord total avec le Medef qui réclame « *le copilotage des formations* » (les *Échos* du 8 décembre 2013, interview croisée avec Pierre Gattaz), la ministre rend les armes du service public de l'université et de la recherche. Est-ce cela que veulent les promoteurs de

« *l'autonomie* »? On nous parle de la différence avec le ministère Pécresse, en voulant faire croire que les scientifiques sont mieux écoutés aujourd'hui. Le ministère Fioraso a certes organisé des assises, simulacre de concertation pour notables sans écho dans les laboratoires, les amphes, les services. Il n'en est resté que ce qui était déjà écrit et décidé. Il en est de même à chaque étape: auditions, rapports qui se succèdent, mais en voyant le

l'individualisation? Ceux qui dénigrent l'université et la recherche françaises, qui ne jurent que par leurs pans « *excellents* » (les « *programmes d'investissements d'avenir* » se succèdent et se ressemblent, de Pécresse à Fioraso) ne s'embarassent pas du quotidien des personnels et des étudiants. Ne plus se voir accorder par l'État le financement et la reconnaissance mérités engendre la dévalorisation de soi et éloigne les jeunes des carrières scientifiques, d'autant plus

**« Nanties des cadeaux du crédit d'impôt compétitivité emploi, les entreprises pourront venir offrir leurs services (et se servir) dans les universités "autonomes". »**

résultat, on s'interroge sur l'utilité des processus qui durent des mois et aboutissent à des décrets copiant ceux de l'ère Pécresse. La « *confiance* » que nous conseillent les auteurs ne se décrète pas. Les manœuvres actuelles pour former les « *communautés d'universités et d'établissements* » (c'est-à-dire une seule université par région et trois ou quatre pour l'Île-de-France) montrent l'opacité des procédures et des jeux de pouvoir. La « *politique de site* » qui prône la « *rationalisation* » des offres de formation et de recherche, leur soumission, en réalité, aux exigences du patronat local, se met en place sans aucun contrôle citoyen. Elle empêche les véritables coopérations (qui ne sont pas des concurrences) scientifiques, le développement concerté de liens, parfois historiques, entre recherche, industrie et territoires. C'est tout le contraire de la « *dynamique* » ou des « *opportunités* » vantées par les partisans de « *l'autonomie* ». Quand on a vu des laboratoires florissants se déliter pour cause d'adaptation forcée au lit de Procuste de la politique de site, quand on a touché du doigt la souffrance des collègues « *mutualisés* » sans cesse, de ceux qui n'arrivent plus à travailler, tant « *l'autonomie* » les oblige à être maîtres de leur propre financement, quand on a vu diverses sociétés privées se servir de la recherche publique comme d'une vache à lait bien commode, on n'a plus envie de « *se saisir des opportunités* » de la loi Fioraso juste parce qu'elle porte le nom d'une ministre estampillée de gauche.

Les auteurs voient un « *climat d'apaisement* » qui règne aujourd'hui dans le monde scientifique. N'est-ce pas plutôt la résignation,

que les postes se réduisent et la précarité augmente. Ne plus croire en sa capacité de produire un travail de qualité incite à se tourner vers des expédients: indicateurs et courbes bibliométriques, contrats prédateurs, programmes censés nous rendre « *compétitifs* » dans une sorte de bourse scientifique mondiale.

De nouvelles preuves montrent la nocivité de « *l'autonomie* ». L'université de Strasbourg, pionnière et exemplaire quant à sa mise en œuvre, voit son budget amputé sévèrement. Elle est obligée d'établir des « *priorités* », c'est-à-dire de choisir ses survivants. Un article d'enseignants-chercheurs de l'université Versailles-Saint-Quentin (*Libération* du 16 décembre 2013) expliquait que, malgré l'adaptation à « *l'autonomie* », l'établissement se retrouve piégé et découvre (mieux vaut tard que jamais) que ce système est « *inadapté à un fonctionnement correct du service public* ». Si les « *bons élèves* » ne sont plus récompensés, c'est qu'il ne faut pas « *faire confiance* » à des réformes dont le but n'est sûrement pas la liberté de chercher, d'enseigner, de choisir ses associés publics ou privés, mais sûrement à un patronat, à un capital, qui n'ont que faire de la science. Nanties de cadeaux du crédit impôt recherche, du crédit d'impôt compétitivité emploi ainsi que des nouveaux allègements des « *coûts* », les entreprises pourront venir offrir leurs services (et se servir) dans les universités « *autonomes* ».

Nous nous y opposerons. Animés non par un quelconque « *corporatisme* » ou un désir de « *retour au paradis perdu* », mais par l'esprit du service public.

## HORS-SÉRIE 70 ANS DE L'AFFICHE ROUGE



Avec en cadeau

Un CD inédit: HK chante l'Affiche rouge, de Léo Ferré, et grandes chansons françaises en hommage à ceux qui se révoltent et se mobilisent.



ET La reproduction de l'Affiche rouge et du poème de Louis Aragon.



- Témoignages de Julien Lauprêtre, Arsène Tchakarian, Léon Landini, Charles Aznavour.
- Le regard de Denis Peschanski, Serge Wolikow, Claude Collin, Olivier Barbaran, Robert Guédiguian...
- Récits, documents...

10 euros

Je souhaite recevoir le hors-série **LES 70 ANS DE L'AFFICHE ROUGE** au prix de 10 € + 2 € de frais de port (valable uniquement pour la France métropolitaine) par exemplaire, soit : 12 € x ..... = ..... euros.

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Ville..... Code postal.....

Téléphone..... Adresse e-mail.....

Renvoyer impérativement ce bulletin accompagné du règlement (chèque à l'ordre de *l'Humanité*) à : *l'Humanité*/Service diffusion militante, 5, rue Pleyel, Immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex. Téléphone : 01 49 22 73 47 (42).

Disponible par Internet sur [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

## RENDEZ-VOUS

Le colloque international **Penser l'émancipation** aura lieu du 19 au 22 février à l'université Paris-Ouest Nanterre, organisé par le réseau Penser l'émancipation et le laboratoire Sophiapol. Il verra la participation de plus de 200 intervenant-e-s et la tenue de 80 ateliers. Le colloque sera rythmé par quatre plénières :

u **mercredi 19 février, 19 heures** : « Au-delà du capitalisme », avec Bernard Friot, Éric Hazan, Frédéric Lordon et Alberto Toscano ;

u **jeudi 20 février, 18 h 15** : « Utopies critiques », avec Étienne Balibar, Jacques Bidet et Moishe Postone ;

u **vendredi 21 février, 19 heures** : « Au-delà du patriarcat », avec Sara Farris, Selma James et Joan Scott ;

u **samedi 22 février, 19 h 15** : « Au-delà de l'impérialisme », avec Gilbert Achcar, Houria Bouteldja et Richard Seymour.

Retrouvez le programme complet sur le site : [penserlemancipation.net](http://penserlemancipation.net).